

*Questions orales*

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Pêches et des Océans et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique):** Monsieur le Président, nous sommes à la mi-septembre et la saison de la pêche n'est pas encore terminée. On prend encore du poisson. Nous communiquons avec toutes les localités et les conserveries du nord-est de Terre-Neuve et du Labrador afin de nous faire une idée exacte de la situation actuelle.

• (1440)

Nous savons évidemment que la situation est absolument catastrophique au Labrador, par exemple, et que dans des endroits comme Black Tickle, on a pris à peine une douzaine de poissons cette année alors que les prises totalisaient des milliers de tonnes l'an dernier et l'année d'avant. Certaines régions devront être aidées et elles le seront.

Nous ne sommes pas encore prêts à annoncer quelque programme que ce soit. Nous tenons des consultations avec le gouvernement provincial, dont cette affaire relève aussi dans une très large mesure, et une annonce viendra en temps opportun.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE DU CAMIONNAGE**

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Monsieur le Président, partout au Canada, on proteste de plus en plus contre ce gouvernement. À Windsor et ailleurs en Ontario, des centaines de camionneurs bloquent les postes frontière. Ils bloquent les routes. Ils le font pour appuyer l'AFPC et ils demandent la démission du premier ministre.

Le ministre des Transports a promis d'aider temporairement les camionneurs en juillet. Le ministre peut-il expliquer pourquoi cette aide ne s'est pas concrétisée? Pourquoi ne tient-il pas compte de la conjoncture économique difficile et des graves difficultés qu'éprouvent de nombreux Canadiens? Pourquoi ne leur a-t-il pas encore accordé l'aide temporaire qu'il a promise en juillet?

**L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports):** Monsieur le Président, le député devrait savoir que ce gouvernement a non seulement accordé une aide temporaire aux camionneurs, mais aussi une aide durable. En mettant en vigueur la TPS, nous avons réduit la charge fiscale annuelle de l'industrie du camionnage de 400 millions de dollars.

**Des voix:** Bravo!

**M. Corbeil:** De plus, les camionneurs qui ne militent ni pour l'AFPC ni pour un autre motif politique nous ont maintes fois rencontrés pour tenter de résoudre des difficultés passagères.

Nous sommes arrivés à trouver des solutions avec eux. Tout en leur redisant que ce sont leurs assemblées législatives provinciales qui détiennent la vraie solution à leur problème, nous continuons de travailler avec eux et de chercher des solutions temporaires. Il est à noter que nos efforts attirent la pleine satisfaction des camionneurs, des expéditeurs et des camionneurs artisans. Ceux qui provoquent des embouteillages cherchent surtout à faire valoir des motifs politiques et ils n'aident en rien leur industrie.

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire pour le ministre des Transports.

Je voudrais lui rappeler que c'est son gouvernement qui a déréglementé l'industrie du transport routier de ce pays et ainsi jeté les bases de la crise que connaît aujourd'hui cette industrie.

Le ministre a clairement promis en juillet une aide provisoire, distincte des répercussions de la TPS. Ce que les camionneurs veulent savoir, c'est quand on leur dira en quoi cette aide consiste afin qu'ils puissent continuer d'aller de l'avant, de transporter des marchandises au nom des Canadiens et de faire fonctionner l'économie.

**L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports):** Monsieur le Président, les camionneurs savent fort bien ce que nous leur offrons. Nous en avons discuté avec eux à maintes reprises. Nous cherchons une solution. Les camionneurs se sont rendu compte que leurs problèmes relevaient essentiellement des assemblées législatives provinciales.

\* \* \*

[Français]

**L'ÉCONOMIE MONTRÉLAISE**

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports et responsable de la région de Montréal. Le taux des sans-emploi dans l'est de Montréal est supérieur à 35 p. 100. Nous avons perdu des milliers d'emplois dans les raffineries, dans la Canadian Steel Foundries, à la Vickers, à Air Canada, à Angus, à Nationair, dans le secteur du textile, et la liste est trop longue pour la répéter ici, monsieur le Président. Quand ce ministre va-t-il enfin convaincre ses collègues du Parti conservateur à trouver